



## Les aspirations des familles québécoises, 1959-2013

Simon Langlois

Numéro 71, 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1045200ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1045200ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Langlois, S. (2017). Les aspirations des familles québécoises, 1959-2013. *Les Cahiers des dix*, (71), 203–218. <https://doi.org/10.7202/1045200ar>

Résumé de l'article

Les aspirations des familles caractérisent ce qui est jugé désirable pour le bien-être de leurs membres une fois satisfaits les besoins de base. Les biens et services désirés doivent être perçus comme étant accessibles. L'examen des données de trois enquêtes comparables menées au Québec en 1959, 1977 et 2013 permet la comparaison dans le temps des aspirations des familles. La hausse des revenus familiaux durant les Trente glorieuses et le desserrement considérable des contraintes sociales et économiques dans les années 1960 et 1970 avec l'avènement de l'État providence ont rendu possible l'extension notable des aspirations. Les choses ont changé par la suite dans les années 1980 et l'inquiétude a gagné bon nombre de familles, principalement de classes moyennes. La part des familles et des ménages, notamment ceux formés de personnes vivant seules, incapables de satisfaire leurs besoins de base et incapables d'entrer dans l'univers des aspirations, a augmenté. Cela s'explique par des causes exogènes (pressions à la baisse sur les revenus, hausse des inégalités notamment) mais aussi par des causes endogènes en lien avec les modes de vie (hausse de la vie en solitaire, divorce, etc.). Le sentiment d'exclusion risque de s'accroître dans notre société dans les années à venir.

# Les aspirations des familles québécoises, 1959-2013

SIMON LANGLOIS

Parallèlement à la satisfaction de leurs besoins quotidiens, les individus développent des aspirations qui sont le plus souvent – mais non exclusivement – satisfaites dans la sphère de la consommation marchande. L'analyse de ces aspirations ajoute une dimension nouvelle aux aspects bien balisés de la stratification sociale telles que les inégalités économiques, la pauvreté ou encore la mesure du statut social. Les aspirations renvoient en effet à une réalité subjectivement vécue dont la connaissance est d'un aussi grand intérêt pour l'étude de la stratification sociale que celle des indicateurs objectifs classiques caractérisant la situation des acteurs sociaux. Jusqu'à quel point les individus et les ménages ressentent-ils des entraves à leurs aspirations et à leurs projets d'avenir dans le contexte où les revenus d'un grand nombre d'entre eux sont sous pression, au point d'alimenter la montée des inquiétudes au sein des classes moyennes dans les sociétés développées? C'est à cette question que nous proposons de répondre dans le cas de la société québécoise.

La sociologie des aspirations analyse celles-ci de deux manières. Elle se penche d'abord sur la possibilité d'entrer dans ce que Serge Moscovici – l'un des pionniers dans cette discipline – nomme «l'univers des aspirations»<sup>1</sup>. Certains individus sont en effet enfermés dans l'univers des besoins quotidiens difficilement satisfaits à cause de l'insuffisance de leurs revenus. D'autres raisons expliquent aussi ce confinement dans l'univers des besoins tels que l'éloignement géographique, la maladie, le vieil âge ou encore l'isolement social. Ces causes bloquent évidemment

---

1. SERGE MOSCOVICI, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses universitaires de France, 1961; *Raison et culture*, Paris, Éditions de l'EHÉSS, 2012.

la naissance des aspirations. Mais en leur absence, les individus ont la capacité et les possibilités objectives de formuler des projets d'avenir, de se projeter dans le futur, car l'être humain est un être de désir.

La sociologie analyse ensuite les objets des aspirations, ce sur quoi porte le désir ; voyager, prendre des vacances, acheter une résidence ou une maison de campagne, épargner pour les études des enfants, réparer la salle de bain sont autant d'objets (la liste pourrait s'allonger bien évidemment) de biens ou de services qui meublent les projets d'avenir.

Nous adopterons une approche comparative et temporelle afin de suivre l'évolution des aspirations des individus et des membres des ménages québécois depuis 1959. Les données de trois enquêtes seront mises à contribution. Tout d'abord celle de Marc-Adélarde Tremblay et Gérald Fortin réalisée en 1959 sur les conditions de vie des familles salariées canadiennes-françaises<sup>2</sup>. Les deux professeurs comptent parmi les pionniers des études sur les aspirations qu'ils ont définies de manière opératoire originale. Leur enquête a l'avantage d'avoir été effectuée lors de l'accélération de la modernisation de la société québécoise qui a mené à la Révolution tranquille. Nous nous référerons ensuite à une deuxième enquête comparable à la précédente faite en 1977, à laquelle nous avons été associé, qui reprenait la méthodologie et l'approche des deux chercheurs de l'Université Laval<sup>3</sup>. Enfin, nous exploiterons les données d'une troisième enquête réalisée par nous-même en avril 2013. Nous pourrions ainsi comparer les aspirations des individus sur un peu plus d'un demi-siècle au cours duquel le contexte macrosociologique a complètement changé, de même que leur situation et celle des ménages dans lesquels ils vivent. Auparavant, il importe de préciser ce qu'il faut entendre par aspirations et comment nous allons les mesurer.

## Définir les aspirations

Nous reprenons la définition des aspirations proposée par M.-A. Tremblay et G. Fortin. « Tous les biens ne sont pas jugés nécessaires, certains sont jugés seulement désirables. C'est sur ce degré d'intensité que nous avons fondé une distinction entre besoin et aspiration. [...] L'aspiration au sens strict où nous l'emploierons est ce qui est souhaitable et réalisable. L'aspiration prend donc

- 
2. MARC-ADÉLARD TREMBLAY et GÉRALD FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964.
  3. SIMON LANGLOIS, « L'univers des aspirations des familles québécoises : 1959-1977 », *Recherches sociographiques*, vol. 23, n° 3, 1982, p. 227-252.

naissance dans un bien désiré, conçu comme accessible<sup>4</sup>». Le mot accessible est important, car si l'objet n'est pas ainsi perçu, on parlera plutôt de rêve. Avoir des aspirations implique la sortie de l'univers des besoins non satisfaits et la possibilité objective de faire des projets d'avenir<sup>5</sup>.

Faute d'espace, ce n'est pas l'objet des aspirations qui retiendra notre attention dans cette étude – projets de voyages ou achat de biens coûteux, par exemple – mais plutôt la capacité qu'ont les individus de se projeter dans l'avenir et de formuler des projets définis comme réalisables. Trois questions identiques dans les enquêtes seront mises à contribution pour construire une typologie des aspirations : « Est-ce que votre revenu actuel vous permet de satisfaire vos besoins de tous les jours ? » « Est-ce que votre revenu actuel vous permet d'améliorer votre condition de vie ? » « Est-ce que votre revenu actuel vous permet de faire des projets d'avenir ? ». Les choix de réponses sont : entièrement, en partie, un peu, pas du tout. Les combinaisons de réponses ont été regroupées de façon à donner les cinq types définis dans l'encadré.

### Les besoins et les aspirations des familles

Types	Satisfaction des besoins quotidiens	Capacité d'améliorer les conditions de vie et capacité de faire des projets d'avenir
A	Entièrement satisfaits	Projets d'avenir envisagés
B	Entièrement satisfaits	Incapacité d'améliorer les conditions de vie et de faire des projets d'avenir
C	Partiellement satisfaits	Espoir d'amélioration et capacité de faire des projets
D	Partiellement satisfaits	Incapacité d'amélioration et incapacité de faire des projets d'avenir
E	Difficilement et non satisfaits	Pas d'espoir d'amélioration et pas de projets d'avenir

4. MARC-ADÉLARD TREMBLAY et GÉRALD FORTIN, *Op. cit.*, p. 34.

5. Voir PAUL-HENRY CHOMBART DE LAUWE, « Aspirations, images guides et transformations sociales », *Revue française de sociologie*, vol. V, n° 2, 1964, p. 180-192.

Contrairement à une simple échelle unidimensionnelle, cette typologie situe les ménages dans l'univers des besoins et dans l'univers des aspirations en même temps<sup>6</sup>. À une extrémité, se trouvent les individus qui satisfont leurs besoins et formulent des projets (type A) et à l'autre, ceux qui sont enfermés dans l'univers des besoins sans se projeter dans l'avenir (type E). Le type D est conforme aux prédictions du modèle conceptuel qui pose que certains individus se limitent à satisfaire *seulement en partie* leurs besoins sans possibilités de développer des aspirations. Dans les trois cas, la satisfaction des besoins est une condition préalable à l'entrée dans l'univers des aspirations. Les deux autres types sont intéressants du point de vue des modes de vie en société de consommation. Le type B suppose que la satisfaction des besoins subjectivement définis ne suffit pas à entraîner l'élaboration d'aspirations, même si les individus ont acquis une certaine indépendance vis-à-vis les besoins quotidiens. C'est le cas par exemple des personnes âgées qui sont réticentes à dépenser par souci d'économie ou parce qu'elles ont adopté il y a longtemps une certaine frugalité typique d'une autre époque. Enfin, le type C va à l'encontre du modèle proposé qui stipule que franchissement du seuil des besoins est préalable au développement d'aspirations. Ces dernières sont présentes chez les individus et les ménages alors que ces derniers, en principe, n'ont pas les possibilités objectives de les formuler. L'expression populaire « vivre au-dessus de ses moyens » traduit avec justesse ce qui se passe dans ces ménages. L'étude de ce type sera éclairante sur le processus de formation des aspirations.

## Les données

L'enquête Tremblay-Fortin auprès des familles salariées a été réalisée à l'aube de la Révolution tranquille (en 1959), au moment où la société québécoise entrait de plain-pied dans la société de consommation marchande. La famille était à l'époque l'univers de référence privilégié et le cadre de vie dominant. La très grande majorité des individus vivaient en effet dans des familles, le plus souvent nombreuses, ou encore dans des ménages multifamiliaux. Les célibataires et les personnes seules (veuves âgées sans enfant à charge par exemple) résidaient en très forte majorité avec d'autres membres de leur famille. Rappelons aussi que bon nombre de célibataires vivaient au sein des communautés religieuses. Bref, très peu de personnes vivaient seules à cause notamment de l'absence de logement disponible. Comme les couples avaient une forte fécondité, ils passaient la plus grande partie de leur vie active en présence d'enfants et l'espérance de vie plus

---

6. Les renseignements détaillés sur la manière de construire la typologie sont expliqués en détails dans l'article de Simon Langlois cité plus haut.

courte faisait obstacle à une longue période de retraite. C'est donc avec raison que les deux chercheurs de l'Université Laval avaient choisi d'enquêter auprès des familles salariées.

Cette enquête classique marque d'une pierre blanche l'histoire de la sociologie québécoise. Elle a contribué à la redéfinition de la société globale québécoise considérée désormais comme une société industrielle, une société de consommation en croissance tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Tremblay et Fortin ont diagnostiqué l'émergence de nouvelles inégalités de revenus qui différenciaient les familles salariées sur tout le territoire québécois. Pour eux, le revenu familial s'avérait déterminant et non pas les valeurs ou les normes de consommation et de comportements qui auraient été différentes en milieu rural et en milieu urbain.

Les choses ont profondément changé par la suite. Les modes de vie ont connu une grande mutation avec l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, la baisse de la natalité, l'urbanisation accélérée, le déclin de l'autorité, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ou encore le déclin de la pratique religieuse. Ces changements sociaux, déjà observables dans les années d'après-guerre 1939-1945, se sont accélérés dans les années 1960 et 1970. L'enquête menée en 1977 par l'Office de protection du consommateur (OPC) auprès d'un échantillon stratifié de ménages rend possible la mesure des changements survenus au cours de cette période<sup>7</sup>. Cette enquête reprenait à notre initiative un certain nombre de questions posées dans l'enquête Tremblay-Fortin, notamment celles portant sur les aspirations, et nous en avons publié l'analyse dans la revue *Recherches sociographiques*<sup>8</sup>. Pour les fins de cette analyse comparative, nous avons isolé les familles complètes et salariées. L'enquête de l'OPC a été réalisée une vingtaine d'années après celle de 1959, donc après une période de forte croissance économique et de changements sociaux importants, mieux connue sous le vocable des « Trente glorieuses » (soit de 1945 à 1975). Nous savons avec le recul que ces années ont été suivies d'une longue période de stagnation des revenus personnels à la suite du premier choc pétrolier de 1973 et d'une crise économique fort importante en 1982. L'enquête de 1977 a donc été effectuée à un moment stratégique, soit vers la fin d'une longue période de croissance continue et à l'aube d'une période de stagnation prolongée des revenus individuels.

---

7. Les résultats de l'enquête et les renseignements pertinents sur la méthodologie ont été publiés dans JEAN-GUY BELLEY, JACQUES HAMEL ET CLAUDE MASSE, *La société de consommation au Québec*, Québec, L'Éditeur officiel, 1980. Nous avons signé l'annexe de l'ouvrage portant sur la méthodologie de cette enquête.

8. SIMON LANGLOIS, « L'univers des aspirations des familles québécoises : 1959-1977 », *loc. cit.*

Enfin, la troisième enquête, réalisée par nous-même, porte sur les *Représentations sociales des inégalités et de la pauvreté* au Québec<sup>9</sup>. Nous y avons inclus les questions sur les aspirations aux fins d'analyse comparée. Cette enquête a été effectuée entre le 16 et le 30 avril 2013 auprès d'un échantillon représentatif de la population québécoise (N = 2727). La représentativité de l'échantillon est bonne d'après l'examen de plusieurs caractéristiques. Nous avons suréchantillonné les ménages à faibles revenus afin d'obtenir un nombre satisfaisant de répondants situés au bas de l'échelle des revenus familiaux et nous avons fait de même pour les régions moins peuplées du Québec. L'échantillon a par la suite été pondéré. La distribution entre les types de ménages recoupe d'assez près celle qui caractérise la population québécoise. Les enquêtés sont répartis moitié-moitié entre les femmes et les hommes. Une bonne partie des répondants est formée de personnes qui vivent seules ou encore qui ont le statut de célibataires cohabitants, ce qui est une caractéristique de notre société. Il s'agit là d'un changement majeur par rapport à l'époque de l'enquête de Tremblay et Fortin (1959) et même par rapport à l'année 1977. Aussi faudra-t-il prendre en compte la composition du ménage dans notre analyse des aspirations contemporaines.

Comme la société québécoise a profondément changé en plus d'un demi-siècle, nous allons effectuer deux types d'analyse avec les données de 2013. Nous isolerons d'abord un sous-ensemble comparable à celui des deux enquêtes précédentes – les familles complètes francophones formées de salariés, excluant les personnes qui vivent seules, les familles monoparentales et les ménages de retraités – afin d'effectuer une comparaison entre les enquêtes. Nous analyserons ensuite les aspirations des enquêtés dans les autres ménages, notamment ceux formés de personnes vivant seules et des familles monoparentales dont le nombre était faible sinon inexistant en 1959, époque dominée par les ménages familiaux ou multifamiliaux.

Une remarque technique s'impose. Les trois enquêtes ne sont pas strictement comparables, au sens où il serait possible d'estimer de manière précise des différences statistiques entre elles. Il est par contre possible, en les comparant, de dégager des tendances fiables. Nous verrons que la validité interne de la typologie est très bonne car elle ne conduit pas à des résultats qui seraient aberrants.

---

9. Les informations pertinentes à cette enquête se trouvent dans le rapport de recherche. Voir : SIMON LANGLOIS et DAVID GAUDREAU, *Représentations sociales de la pauvreté et des inégalités sociales au Québec*, Rapport de recherche présenté au Fonds FQRSC, Québec, Département de sociologie, juin 2015, 98 p.

Il conviendra de parler en 2013 des aspirations des *individus* et non plus seulement des aspirations des familles comme en 1959. Nous sommes en effet entrés dans «la société des individus», au sens donné à ce terme par nombre de sociologues<sup>10</sup>. Que faut-il entendre par là? L'individualisme diagnostiqué par Alexis de Tocqueville décrivait l'avènement de valeurs nouvelles comme l'égalité ou l'autonomie des individus. C'est plutôt la singularité de chacun qui domine dans la société des individus ou encore la manière dont ceux-ci construisent de nos jours leur propre existence à partir de la scolarisation, l'autonomie financière, le recours aux biens et services, la remise en questions des normes contraignantes, l'usage des nouvelles technologies, etc. Les liens entre individus, familles et société se configurent différemment de nos jours et ils sont l'objet de débats plus larges chez les sociologues dans lesquels nous n'entrerons pas ici. Nous réserverons l'expression «aspirations des familles» à l'analyse comparée des échantillons ne retenant que les familles salariées aux trois dates. Dans ces cas, l'enquêté est présumé représenter les opinions dominantes au sein de sa famille. Lorsque nous analyserons les données des ménages non familiaux dans l'enquête de 2013, nous parlerons des «aspirations des individus», car celles-ci se développent dans différents types de modes de vie qui ne sont pas nécessairement familiaux.

## Les aspirations s'étendent

En 1959, environ le tiers des familles salariées francophones étaient entrées dans l'univers des aspirations tout en parvenant à satisfaire entièrement leurs besoins quotidiens. Celles-ci se retrouvent dans le type A de notre typologie. (Tableau 1). Ces familles consommaient les biens et services typiques de la société de consommation de l'époque et formulaient des projets d'avenir en lien avec cette dernière (projets de voyage, achat de biens durables, etc.). Cette observation donne à penser que la société québécoise était déjà engagée dans la modernisation avant les années 1960. Autrement dit, la révolution des modes de vie était déjà bien en marche<sup>11</sup>. Le second type (B) de la typologie est cependant révélateur de la réticence d'une fraction non négligeable (18 %) des familles à entrer dans l'univers des aspirations même si elles avaient la possibilité objective de le faire à cette époque. Bon nombre de familles d'alors avaient connu les pénuries des

---

10. Voir : NORBERT ELIAS, *La société des individus*, Paris, Fayard, [traduction française parue en 1991, [1987]; DANILO MARTUCCCELLI, *Grammaire de l'individu*, Paris, 2002; et *La société singulariste*, Paris, Armand Colin, 2010.

11. Voir : SIMON LANGLOIS, «*La révolution des genres de vie*», dans DENIS LATULIPPE [dir.], *La sécurité sociale au Québec. Au cœur du développement d'une société*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2017, p. 109-135.

années d'avant-guerre et il est bien compréhensible d'observer qu'elles n'étaient pas prêtes à s'engager à fond dans la société de consommation marchande naissante même si leurs revenus le permettaient. Il faut aussi rappeler que l'État-providence était encore embryonnaire et que les familles devaient assumer les coûts de différents services (soins médicaux, éducation des enfants) et qu'elles devaient se protéger devant les risques sociaux (chômage, maladies). Dépenser les revenus était synonyme d'imprévoyance pour un nombre non négligeable de familles, d'où l'importance relative du type B.

**Tableau 1**  
**Typologie des aspirations des familles et des ménages**  
**1959, 1977 et 2013**

Typologie	Familles 1959	Familles 1977	Familles 2013	Ménages 2013
A	34	45,7	38,7	33,8
B	18	4,6	5,1	5,8
C	10	26,4	24,9	21,4
D	25	15,1	18,0	21,9
E	13	8,2	13,3	17,1
Total %	100	100	100	100
N	1 460	1592	898	2 727

Sources : Pour 1959, MARC-ADÉLARD TREMBLAY et GÉRALD FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée au Québec*, op. cit. ; pour 1977, SIMON LANGLOIS, « L'univers des aspirations des familles québécoises : 1959-1977 », loc.cit. ; les données de 2013 sont tirées d'une compilation spéciale faite par l'auteur.

L'enquête de 1977 révèle que cette réticence a largement fondu avec l'avènement de la prospérité économique dans les Trente glorieuses, car seulement 4,6% des familles se retrouvent alors dans le type B alors que le type A regroupe 45,7% des familles, une hausse considérable par rapport à l'année 1959. Cette augmentation traduit à quel point les aspirations des familles québécoises avaient changé en l'espace d'une vingtaine d'années seulement. Les familles se sont tournées vers la consommation marchande élargie, comme l'illustre l'examen des budgets

familiaux que nous avons analysés dans une contribution précédente<sup>12</sup>. Les tendances observables dans le type B vont dans le sens du modèle conceptuel élaboré plus haut. Lorsque leurs besoins quotidiens sont entièrement satisfaits, une faible proportion de familles n'entre pas dans l'univers des aspirations.

L'enquête de 2013 confirme cette tendance car seulement 5,1 % des familles se retrouvent dans ce type B<sup>13</sup>. La réticence à entrer dans l'univers des aspirations d'une forte proportion de familles observée en 1959 s'est donc fortement atténuée par la suite de manière durable. Par contre, l'enquête de 2013 témoigne d'un changement notable dans l'univers des besoins et des aspirations, car la part des familles qui se retrouvent dans le type A a régressé à 38,7 %. La tendance est nettement à la baisse. Un nombre plus élevé de familles se retrouve coincées dans l'univers des besoins, ce qui les empêche d'accéder à l'univers des aspirations.

La situation de l'ensemble des ménages (personnes vivant seules, familles, couples retraités, familles monoparentales) apparaît encore plus problématique car seulement 33,8 % se retrouve dans le premier type contre 38,7 % pour les familles. De même, une proportion un peu plus élevée (5,8 %) chez les ménages se retrouve dans le type B (comparée à 5,1 % pour les familles). Les personnes vivant dans des ménages non familiaux ont généralement des ressources monétaires plus faibles et des dépenses plus élevées pour satisfaire leurs besoins fondamentaux – c'est le cas des personnes qui vivent seules – sans oublier la présence d'autres facteurs susceptibles de restreindre leur entrée dans l'univers des aspirations, tels que des ennuis de santé (chez les plus âgés), l'isolement, etc.

L'examen du type C est révélateur de la forte croissance des aspirations au sein de la société québécoise. Les familles dans ce type ne satisfont pas encore tous leurs besoins tels qu'elles les ressentent, mais elles espèrent malgré cela améliorer leurs conditions de vie et sont déjà engagées dans l'élaboration de projets d'avenir. La part des enquêtés au sein de ce type était de 10 % en 1959, mais elle a bondi à 26,4 % en 1977 et à 24,9 % en 2013, ce qui témoigne bien de l'extension considérable des aspirations.

Un double phénomène s'est produit au cours des années 1960 et 1970, soit le déblocage des aspirations au sein des familles en haut du seuil des besoins qui n'hésitent plus à élaborer des projets, mais aussi l'extension des aspirations observables chez celles qui vivent à la marge de l'univers des besoins. Les membres des familles dans ce type C sont manifestement confiants de pouvoir améliorer

- 
12. SIMON LANGLOIS, « Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle », *Les Cahiers des Dix*, n<sup>o</sup> 62, (2009), p. 195-231.
  13. Soulignons au passage que ce résultat confirme la validité interne de la typologie.

leurs conditions de vie dans l'avenir même si elles ne satisfont pas encore tous leurs besoins ressentis. La forte proportion de familles observée dans le type C en 1977 et en 2013, par rapport à celle notée en 1959, souligne à quel point la formulation d'aspirations est un trait fort de la société de consommation contemporaine.

Par contre, la proportion plus faible (21,4 %) observable au sein des autres ménages (personnes seules, etc.) en 2013 dans ce type C va dans le sens des attentes du modèle proposé. Ces individus ont des caractéristiques qui bloquent la naissance d'aspirations, soit l'isolement, des ennuis de santé, le grand âge, des revenus plus faibles, etc.

Considérons enfin les deux derniers types.

Les familles dans le type D ne satisfont qu'en partie leurs besoins et, contrairement à celles du type C, elles ne sont pas entrées dans l'univers des aspirations. Le quart des familles interrogées par Tremblay et Fortin en 1959 étaient dans cette situation, dépassant alors largement la part observée dans le type C. L'univers contraignant des besoins empêchait l'extension des aspirations. La situation s'est inversée en 1977, comme on le voit dans les deux premières colonnes du tableau 1. La réticence à formuler des aspirations chez les familles qui « satisfont en partie leurs besoins » s'est largement atténuée, comme le montrent les proportions de 15,1 % des familles en 1977 et de 18,0 % en 2013. Autrement dit, une part plus élevée de familles dans une situation de relative privation est quand même entrée dans l'univers des aspirations à partir de 1977 et la même tendance s'est maintenue par la suite. L'examen des types C et D illustre la pertinence d'analyser les aspirations en liens avec les besoins des ménages. La satisfaction partielle des besoins quotidiens empêchait les familles d'espérer améliorer leurs conditions de vie et de faire des projets en 1959, mais ce blocage s'est fortement atténué des années plus tard.

Enfin, le dernier type regroupe les enquêtés qui comblent difficilement leurs besoins et n'espèrent pas améliorer leurs conditions de vie. Ces ménages sont en situation de pauvreté et d'exclusion. Cette fois encore, on notera l'effet de période. En 1959, 13 % des familles étaient dans cette situation, et cette proportion a régressé à 8,2 % en 1977, traduisant l'amélioration des conditions de vie et la hausse des aspirations. L'enquête de 2013 laisse voir une hausse de la proportion de familles au sein de ce type (13,3 %) et elle est encore plus élevée au sein des ménages (17,1 %). Ce résultat traduit la détérioration de la situation socioéconomique de certaines familles et, surtout, de certains ménages formés de personnes vivant seules, dans les années 1980 et 1990, caractérisées par des revenus de travail stagnants et des effets de génération qui ont pénalisé les jeunes ménages, notamment.

Nous retrouvons dans les aspirations les traces des nombreux changements qui ont affecté les familles et les individus dans les années qui ont suivi les Trente glorieuses.

## **Facteurs explicatifs des aspirations**

Le revenu familial est étroitement associé à l'extension des aspirations des membres des familles et son influence est déterminante. Mise en évidence dans l'enquête de Tremblay et Fortin, cette relation s'est avérée plus forte encore dans l'enquête réalisée en 1977 et elle persistait en neutralisant la contribution d'autres variables explicatives comme la classe sociale, le niveau de scolarité, le milieu de vie rural-urbain ou la composition du ménage. Sans les ressources financières pour satisfaire les besoins quotidiens jugés nécessaires, il est en effet bien difficile pour les familles de se projeter dans l'avenir et de formuler des projets. Ceci dit, l'enquête de 2013 nous amène à préciser l'effet du revenu sur les aspirations. Cet effet n'est pas linéaire (un effet qui se formulerait ainsi : plus le revenu est faible, moins les familles formuleraient des aspirations), car le blocage des aspirations apparaît plus prononcé dans la classe des revenus moyens (revenu familial entre 50,000 et 80,000 \$ en 2013). Ce résultat signifie que le sentiment de ne pas pouvoir satisfaire leurs aspirations est plus affirmé au sein des classes moyennes. Cela confirme un constat fait maintes fois dans la littérature sociologique. Les aspirations croissent plus vite en intensité à partir d'un certain seuil de revenu, mais il arrive qu'elles dépassent les possibilités objectives de les satisfaire, tout particulièrement au sein des classes moyennes. La formule populaire : « L'appétit grandit plus vite que le gâteau » traduit bien cette idée. Dès lors, il n'est pas étonnant que le sentiment de frustration soit aussi plus aigu au sein des classes moyennes lorsque leur pouvoir d'achat est sous pression en période de faible croissance économique et d'augmentation plus limitée des revenus de travail. Une certaine résignation observable au sein des ménages les plus pauvres (« cela n'est pas pour nous ») est loin de caractériser les représentations sociales au sein des familles tout juste entrées dans les classes moyennes, qui font montre de frustration.

Mais le revenu ne suffit pas à expliquer à lui seul la naissance et l'extension des aspirations des individus. D'autres facteurs entrent en jeu, que l'enquête de 2013 rend possible d'explorer.

Les jeunes familles et de celles d'âge moyen sont surreprésentées dans le type C, familles entrées dans l'univers des aspirations sans nécessairement avoir tous les moyens de les satisfaire. Les aspirations croissent plus vite que les moyens financiers de les satisfaire dans ce groupe pour des raisons compréhensibles. C'est à cet âge que les besoins sont élevés (paiement d'une hypothèque, achat de biens

durables, dépenses en transport, frais de garde et dépenses pour les enfants, vacances, etc.). Les revenus croissent en milieu de vie active pour bon nombre de familles (effet cycle de vie bien connu), ce qui alimente le développement d'aspirations plus élevées. La variable niveau de scolarité a de son côté peu d'effet propre une fois contrôlées la présence des autres variables, sauf dans le cas des familles en difficulté, car les personnes les plus scolarisées y sont sous-représentées de manière significative. Un « effet classe sociale » est apparu par ailleurs très nettement dans nos analyses, en plus de l'effet du revenu. Une part des employés et des ouvriers a tendance à s'estimer incapable d'améliorer sa situation ou de faire des projets d'avenir lorsque leurs besoins sont satisfaits par comparaison avec les catégories sociales plus élevées. Ce résultat traduit bien la polarisation qui existe au sein des classes moyennes, car les employés et les ouvriers les moins qualifiés ont connu une diminution de leur niveau de vie relatif depuis au moins vingt ans. De même, plus le nombre d'enfants est élevé dans la famille, plus les chances sont grandes qu'elles se retrouvent enfermées dans l'univers des besoins sans possibilité d'avoir des aspirations. Il en va de même pour les locataires par opposition aux propriétaires.

Bref, le revenu familial s'avère déterminant sur les aspirations, mais d'autres facteurs aggravent la situation ou rendent plus difficile la possibilité de les développer, comme c'est le cas pour le fait d'avoir des enfants, d'avoir un niveau de scolarité plus faible, d'avoir un statut social moins élevé ou encore d'être locataire de son logement.

## **Du desserrement des contraintes au retour des inquiétudes**

Dans notre article ayant porté sur l'évolution des aspirations des familles entre 1959 et 1977, nous avons avancé la thèse du desserrement des contraintes sociales et économiques afin d'expliquer les profonds changements observés dans la typologie. Résumons rapidement l'argumentation proposée alors.

En 1959, la prévoyance et la frugalité s'imposaient face aux coûts et aux risques du quotidien. L'État-providence n'avait pas mis en place les nombreux programmes de protection sociale et de socialisation des coûts en matière de santé et en éducation. Les gains du syndicalisme et les lois du travail étaient à venir. Le travail salarié des femmes en était encore à ses balbutiements et celles qui travaillaient à l'extérieur du foyer quittaient très souvent leur emploi après le mariage. Moins forte qu'autrefois, la fécondité des couples était cependant encore élevée. Par contre, les ménages profitaient de la prospérité d'après-guerre. Le confort des foyers s'améliorait (chauffage central, salles de bains, etc.) et ces derniers étaient de mieux en mieux équipés en électro-ménagers. La possession d'une automobile familiale s'étendait rapidement. Tout cela alimentait le développement de nouvelles aspirations.

Ces changements observables dans l'après-guerre 1939-1945 se sont accélérés et le revenu per capita a été multiplié par 2,5 entre 1961 et 1975. Cette période a été caractérisée par une forte croissance économique, alimentée notamment par les investissements importants de l'État dans les équipements publics (construction de collèges, d'universités et d'édifices publics, extension du réseau routier, etc.). Le système de production dans le cadre national (avant la mondialisation) offrait de bons emplois aux ouvriers. L'urbanisation s'est accélérée avec l'extension des banlieues. Plus scolarisée, les femmes ont envahi le marché du travail (d'abord à temps partiel mais de plus en plus souvent à temps plein) et les couples ont limité les naissances avec l'arrivée de « la pilule ». Les lois du travail ont été améliorées et le syndicalisme s'affirmait avec force. Enfin, les mœurs ont profondément changé, avec notamment le déclin et la mutation de l'autorité dans diverses sphères (famille, lieu de travail, école, etc.). La publicité de masse a quant à elle contribué à l'avènement d'un nouvel imaginaire social axé sur la consommation marchande, devenue synonyme de bien-être. Il faut enfin rappeler l'importance accrue de l'État-providence. L'assurance-hospitalisation a permis l'accès gratuit aux soins en milieu hospitalier et les Régimes d'assurance-santé (« la carte soleil ») et d'aide sociale ont été mis en place en 1970 au Québec. Ce sont là les principaux changements qui sont à l'origine du desserrement des contraintes, élément fondateur de l'extension des aspirations.

C'est dans ce contexte de desserrement des contraintes que l'enquête de 1977 a révélé à quel point les aspirations des familles avaient changé. Cette année-là, plus des trois quarts des familles étaient entrées dans l'univers des aspirations au sens défini plus haut.

Précisons que ce desserrement des contraintes n'impliquait pas, bien évidemment, la fin des problèmes sociaux comme le chômage, l'inégal accès à un logement de qualité, la maladie ou l'exploitation, ni encore moins la disparition des inégalités sociales. Bien des familles ont en effet été exclues des gains économiques et de la prospérité qu'a procurée la croissance économique des Trente glorieuses. Une fraction des familles est restée enfermée dans l'univers des besoins, comme l'indique la typologie commentée plus haut. « Mais pour les autres familles, y compris pour un groupe important d'entre elles qui vivent à la marge de l'univers des besoins, le desserrement économique a tracé la voie à l'élaboration d'un programme d'aspirations : l'anticipation de gains futurs a remplacé la prévoyance, la participation à des biens collectifs et à des programmes sociaux (éducation, santé, etc.) procure dès maintenant une sécurité que seule donnait jusque-là l'épargne ; le désir a pris le pas sur la frugalité »<sup>14</sup>.

---

14. SIMON LANGLOIS, « L'univers des aspirations... », *loc. cit.*, p. 234.

Les choses ont changé à partir des années 1980. Les emplois salariés et syndiqués au sein du cadre national (dans les *smoke stacks industries* notamment) ont été touchés par l'avènement des nouvelles technologies et les délocalisations. L'accélération de la mondialisation a entraîné des fermetures d'usine, notamment dans l'industrie du vêtement, de la chaussure et du meuble, mais aussi dans plusieurs autres types d'industries qui avaient procuré de l'emploi à des milliers de personnes, au point où on a parlé de déclin de la classe ouvrière québécoise. Les revenus personnels ont amorcé une longue période de stagnation. Les bons emplois ont été créés dans les secteurs techniques et ont de plus en plus nécessité un diplôme d'études post-secondaire. Endetté, l'État a rationalisé ses budgets de dépenses. Le double revenu dans les ménages a permis d'atténuer quelque peu l'impact de ces changements, mais pour les seuls couples, laissant derrière les familles monoparentales ou les personnes vivant seules, en nombre par ailleurs croissant. Au tournant des années 2000, l'inquiétude a gagné les ménages des classes moyennes et la thèse du déclin s'est imposée dans les discours publics. Plusieurs études ont cependant nuancé cette thèse du déclin, en partie neutralisé par les mécanismes de redistribution des revenus (impôts directs progressifs et paiements de transfert), mais force est de constater que les revenus de marché ont été sous pression dans les années 2000<sup>15</sup>. Toutes ces tendances expliquent la diminution de la proportion de familles et de ménages (incluant les personnes seules) entrés dans l'univers des aspirations et la hausse de ceux qui s'estiment exclus de cet univers dans les années 2000.

Notre analyse des aspirations donne à penser que la hausse des inégalités socioéconomiques notée dans les années 2000 deviendra un enjeu marquant dans les années à venir. Celles-ci toucheront directement les espoirs d'un nombre non négligeable d'individus et de foyers qui, sans être dans l'univers des besoins contraints et des privations, vivront le sentiment pénible de ne pas être en mesure de participer pleinement à la bonne vie en société et se sentiront exclus sinon marginalisés.

A handwritten signature in black ink, reading "Simon Langlois". The signature is written in a cursive, flowing style with a long horizontal stroke at the end.

---

15. Voir: SIMON LANGLOIS, «Mutation des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008», *Les Cahiers des Dix*, n° 63 (2010), p. 121-143.

## Résumé/Abstract

**Simon Langlois (1<sup>er</sup> Fauteuil)** *Les aspirations des familles québécoises, 1959-2013*

Les aspirations des familles caractérisent ce qui est jugé désirable pour le bien-être de leurs membres une fois satisfaits les besoins de base. Les biens et services désirés doivent être perçus comme étant accessibles. L'examen des données de trois enquêtes comparables menées au Québec en 1959, 1977 et 2013 permet la comparaison dans le temps des aspirations des familles. La hausse des revenus familiaux durant les Trente glorieuses et le desserrement considérable des contraintes sociales et économiques dans les années 1960 et 1970 avec l'avènement de l'État providence ont rendu possible l'extension notable des aspirations. Les choses ont changé par la suite dans les années 1980 et l'inquiétude a gagné bon nombre de familles, principalement de classes moyennes. La part des familles et des ménages, notamment ceux formés de personnes vivant seules, incapables de satisfaire leurs besoins de base et incapables d'entrer dans l'univers des aspirations, a augmenté. Cela s'explique par des causes exogènes (pressions à la baisse sur les revenus, hausse des inégalités notamment) mais aussi par des causes endogènes en lien avec les modes de vie (hausse de la vie en solitaire, divorce, etc.). Le sentiment d'exclusion risque de s'accroître dans notre société dans les années à venir.

\*

The aspirations of families characterize what is deemed desirable for the well-being of their members once basic needs are met. Desired goods and services must be perceived as accessible. Examining data from three comparable surveys conducted in Quebec in 1959, 1977 and 2013 allows the comparison of family aspirations over time. The rise in family income during the thirty years of prosperity from 1945 to 1975 and the considerable easing of social and economic constraints in the 1960s and 1970s with the advent of the welfare state made possible the significant expansion of aspirations. Things changed later in the 1980s, and concern spread to many families, mostly middle-class. The share of families and households, especially those living alone, unable to meet their basic needs and

unable to enter the world of aspirations, has increased. This can be explained by exogenous causes (downward pressure on incomes, rising inequalities in particular) but also by endogenous causes linked to lifestyles (rise in solitary life, divorce, etc.). The feeling of exclusion is likely to increase in our society in the years to come.